

Cinquante-quatrième année. — N° 163
VENDREDI 7 JANVIER 1949
REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,
Paris-10^e
C.C.P. 5561-76
FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs
et la dernière bande
Le numéro : 10 francs

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Les révélations de la Cour des Comptes

Les Cabinets passent...

LES NATIONALISATIONS

GABEGIE ETATIQUE
Impuissance du Capital Privé

... la merde reste

Il était indispensable de détourner l'attention. Il était indispensable qu'éclatât un beau scandale, afin que toutes les rumeurs en fussent couvertes, et que l'on ne pensât plus qu'aux prévarications, vols et détournements commis par nos « honorables ».

Il était indispensable de servir au bon peuple une nouvelle sensationnelle, et si fortement épique, que le reste, impôts, bas salaires, budget de guerre, guerre d'Indochine et guerre tout court que l'on prépare, passaient sans trop de doute.

Couronnement de tous les scandales, ceux du vin, du blé, des haricots, des pneus, des devises de Roussy et de tant d'autres depuis lors savamment étouffés, celui que vient de révéler la Cour des Comptes soulève dans toute la presse une verteuse indignation.

Plus de 1.000 milliards ont été détournés afin d'entretenir dans une luxueuseoisiveté ceux du Palais-Bourbon et leurs nombreuses suites. Chaque Français actif, au cours des deux années 1946 et 47 a donc déboursé 50.000 francs, destinés à l'achat de vins fins, champagne, vaisselle plate, à la réquisition d'hôtels et d'immeubles somptueux et au financement de voyages sur la Côte d'Azur, de ces messieurs, leurs familles et leurs petites amies.

Les « représentants du peuple », qu'ils soient de droite, du centre, de gauche ou d'extrême-gauche, ont tous trémpé dans cette mondanité escroquerie et nous pouvons être certains que l'enquête qu'ils viennent d'ordonner ira, comme une vulgaire Commission d'Enquête Parlementaire, s'enliser

Plus de 1000 milliards
dilapidés
par les « honorables »
représentants
du Peuple en 2 ans !!!

et s'étouffer dans les marais pudiques de l'oubli.

Ce scandale qui met à nu la moralité des politiciens et des grands « dignitaires » de l'armée, est le scandale de toujours.

Scandale de l'Etat corrupteur, scandale d'un système où seuls prévaient, la combinaison malsaine, la course aux prébendes, aux profits.

Scandale d'un budget de guerre de 500 milliards, d'une escroquerie de 1.000 milliards, scandale d'une retraite des vieux fixée à 3.000 fr. par mois.

Hypocritement on essaye de faire croire qu'il fut un temps où l'Etat était propre. On oublie simplement (Suite page 2, col. 3.)



NOUVELLES CAMPAGNES
CHAUVINES
en France et en Allemagne

Quand, il y a quelques semaines, les autorités militaires anglo-saxonnes décidèrent de rendre la Ruhr aux capitalistes allemands, la presse française fit entendre un concert d'indignation nationale unanime, alors que la presse allemande, de son côté, se félicita de la décision « juste ».

Maintenant, quelques semaines plus tard, les rôles sont renversés : la décision des « Si », à Londres, provoque une nouvelle phase du même concert. La presse française applaudit au triomphe de la « thèse française » — sauvegarde des intérêts capitalistes français — alors que les journaux allemands protestent violemment contre le nouveau « diktat » semblable, disent-ils, à celui de Versailles en 1919.

D'une part « Franc-Tireur », champion, paraît-il, de la « citoyenneté du monde », fait preuve d'un chauvinisme des plus bornés ; d'autre part la presse social-démocrate allemande qui avait accapré — avec réserves — la remise de la Ruhr aux capitalistes allemands, s'éleva énergiquement contre le contrôle de cette Ruhr par les capitalistes alliés. Nationalisme de part et d'autre.

La presse stalinienne ne peut évidemment pas manquer cette valse. En Allemagne elle excite l'opinion contre la « France impérialiste », en France elle avertit les gens contre « l'impérialisme allemand ». Le P.C. se distingue au

sein de l'Union Nationale des deux côtés du Rhin et l'on appelle cela l'« internationalisme du Kremlin ».

De part et d'autre les slogans de 1870, de 1914 et de 1939 sont déterrés et servis, comme si rien n'avait changé depuis un siècle. Les chauvins français se rappellent des trois invasions de la France et les chauvins allemands se souviennent que la frontière française n'a cessé de se déplacer en direction de l'Est. On croit assister à une foire de fous : trois ans après le dernier massacre, les chauvinismes européens sont plus virulents que jamais.

Les anarchistes s'opposent avec la dernière vigueur à ces campagnes criminelles. Sur le plan social ils préconisent l'auto-administration de la Ruhr — et de tous les moyens et sources de production — par les travailleurs eux-mêmes au profit de tous les hommes du monde. Sur le plan géographique ils luttent pour l'abolition de toutes les frontières et notions nationales.

En Russie comme en Allemagne, en France comme en Amérique, en Italie comme en Angleterre, en Espagne comme dans tous les autres pays du monde les travailleurs désirent la paix et la liberté et ils les imposent en s'opposant à toute préparation idéologique ou matérielle à une nouvelle guerre.

MARTIN.

L'U.R.S.S.
vue par un anarchiste

PRESSE ET CULTURE (V)

Avant de vous poser des questions de détail, j'aimerais que vous nous dressiez un tableau rapide de la Presse en U.R.S.S.

— Il faut distinguer presse centrale, presse de chacune des Républiques, presse régionale. Ne pas oublier que dans chaque République il existe un journal en langue russe à côté du journal écrit dans la langue nationale.

Citons les principaux quotidiens de Moscou : *La Pravda*, *les Izvestia*, *le Troud* (organe des syndicats), *la Kom*

somoskaia-Pravda (organe des jeunesse communistes), *l'Etoile Rouge* (organe de l'armée), *Goudok* (journal des chevriers). Un seul journal du soir : *Moscou-Sof*.

Tous ces quotidiens (peu nombreux) égards aux 200 millions d'habitants) ne paraissent que sur 4 pages. Signons une exception : *les Temps Nouveaux*, destiné à l'étranger.

Tous les journaux hebdomadaires, réduits également à quatre pages, sont très peu variés. Ils sont attachés à une activité sociale donnée ; ainsi, il existe un seul journal littéraire : *La Gazette Littéraire*, un journal d'art « *L'Art* », un pour les pionniers « *La Pravda des Pionniers* », un journal sportif, un journal humoristique « *Le Crocodile* », un journal kolkhozien, un journal de femmes « *L'Ouvrière* ».

Il existe des publications mensuelles, surtout techniques : agronomie, biologie, etc., qui sont d'importance. Ajoutons deux hebdomadaires à allure de revue : *Ogoniok* et une revue illustrée pour l'armée. Enfin, une revue très importante, mensuelle, de l'Association des Écrivains.

— Ce qui est surprenant, c'est le petit nombre des titres : un journal par activité sociale, et c'est tout.

— Il faut voir là une preuve éclatante de la richesse des opinions ! Une seule opinion est tolérée : pourquoi y aurait-il plusieurs journaux ?

— Ce qui semble donner un argu-

ment aux fanatiques admirateurs de la Russie, c'est l'existence de journaux humoristiques, qui sous-entendent une critique, donc une certaine liberté d'expression.

— Grossière erreur. Il existe un seul journal humoristique. Et dans ce « Crocodile », les critiques, les moqueries ne s'adressent qu'aux directeurs, aux techniciens, aux chefs d'entreprises, aux chefs de magasins, mais il est absolument interdit de ridiculiser ou de critiquer le Parti, le Régime, le Gouvernement. Pas de plaisanteries sur les ministres ; s'ils entrent en disgrâce, c'est la presse « sérieuse » qui les traîne dans la boue.

— La lecture des journaux doit être tout de même révétatrice, au moins dans ce sens que rien n'est publié que d'officiel ?

— Tenez, prenons un exemple. Voici un numéro de la « Pravda ». Nous y trouvons en tout la valeur d'une coonne sur ce qui se passe en U.R.S.S. : des nouvelles insignifiantes d'ailleurs.

Un peu plus de nouvelles de l'étranger, mais très « orientées ». La plupart des articles sont des louanges à Staline (1).

Il n'y a pas réellement de rubrique d'actualité courante.

— Mais comment le contrôle est-il exercé ?

— Les journaux sont dirigés par des Commissions de Rédaction, contrôlées par les Comités du Parti, le secrétaire du Comité du Parti pour chaque journal étant le maître absolu.

— Quel peut-être l'intérêt du public pour une telle presse ?

(Suite page 2, col. 3.)

LA GUERRE PAIE...
mais pas ceux qui la font

Dans le scandale qu'a soulevé les révélations de la Cour des Comptes, le Ministère de la Guerre — des pirates devrait-on dire — occupe une place de choix. Ces messieurs se sont vraiment distingués. Qu'en juge. La Cour souligne l'irrégularité des prélevements opérés parfois sans aucun titre, plus souvent contre des attestations, sans aucune valeur, non signées ou revêtues des signatures ne permettant pas d'identifier les parties prenantes, la fixation des indemnités à verser par l'Etat, devenant dans de telles con-

ditions si difficiles qu'on ne saurait s'étonner des « erreurs », commises. L'objet même des réquisitions est dans de nombreux cas « sujet à critique ». La quantité importante de spiritueux, de vins fins et d'apéritifs, de vêtements civils, de vêtements féminins, de lingerie, etc., payée frauduleusement résulte de la part de ceux qui ont effectué les réquisitions des préoccupations fort étrangères à la conduite d'opérations militaires, comme à la libération du territoire. La Cour indique que les chiffres des paiements effectués en 1944 auprès de la seule Banque de France, sans compter les autres, ont dépassé quatre milliards deux cents millions. Les réquisitions PARTIELLES d'hôtels, par le ministre de la Guerre, étaient, en 1944, fort nombreuses et coûtaient MENSUELLEMENT, nous citons seulement les plus importantes : Hôtel Terminus Saint-Lazare 320.000 à 470.000, Grand Hôtel du Louvre 320.000 à 460.000, Hôtel Mondial des Arts, 500.000, Hôtel Régina 400.000 à 600.000, Hôtel Litté 480.000. (Suite page 2, 1^{re} col.)

permanente qui, en avilissant la monnaie provoque le même résultat, c'est-à-dire la hausse des prix ?

Dans le premier cas — hausse brusque des prix et rétorsion du déficit, dans le second, hausse plus lente et également rétorsion du déficit. Mais ces deux opérations auront les mêmes conséquences : déséquilibre accru entre les prix et les salaires, rajustement de ces derniers rendu inévitable, nouvelle glissade du franc suivi d'une dévaluation rendue obligatoire qui, à son tour, provoquera une hausse nouvelle et généralisée.

Aucun aspect économique ne peut être examiné et encore moins résolu isolément. Tous sont strictement dépendants les uns des autres.

Qui dit inflation dit : hausse des prix et vice-versa. Qui dit insuffisance

(Suite page 4, col. 2.)

DE LA RÉSISTANCE...
A LA CONTRE RÉVOLUTION

Peut-être l'accumulation des contradictions dans un même programme politique permet-il en fin de compte de rassembler une majorité. C'est probablement vrai dans une période de décomposition sociale, de liquéfaction morale, de désarroi intellectuel.

Nous aurons donc une « doctrine » R.P.F. où chaque mécontent trouvera son bonheur, au gré des paragraphes. Le boutiquier parce que le général est parti de la libre entreprise ; les enfants de Marie parce qu'il juge que les écoles privées ont droit aux subсидies de l'Etat ; les colonels du fait que le chef veut une armée forte ; les ouvriers parce qu'il

leur promet des participations aux bénéfices.

De Gaulle découvre peu à peu la lune, c'est-à-dire, pour lui, le problème social. Son mouvement, né de la sentimentalité patriotique et patriarcale, se transforme progressivement en un parti, à mesure que les problèmes réels se posent, à mesure que le R.P.F. pour s'emparer du pouvoir, doit tenir compte des maîtres véritables du pays, et présenter des garanties aux forces qui déterminent effectivement l'évolution de la façade politique.

La propagande associationniste, le lancement de la formule solidarité capital-travail, vise sans doute à rassembler quelques ouvriers débroussaillés et à les encadrer par une bureaucratie syndicale aisément recrutable — si le succès est garanti — dans l'appareil des diverses confédérations. Mais la manœuvre s'explique surtout par le souci du R.P.F. de se mettre en bonne position vis-à-vis des industriels, et singulièrement des équipes de « Jeunes Patrons ».

Et que signifie la déclaration relative aux subсидies pour les écoles libres, sinon que des tractations sont en cours avec les milieux catholiques, avec les « observateurs » du Vatican ?

La lutte qui se déroule entre le M.R.P. et le R.P.F. pour s'assurer une base chrétienne dans le pays, favorise évidemment l'arbitrage de l'Eglise. Et tout arbitrage favorise l'arbitre.

Le mythe du gaullisme en parti, l'évolution du résistantisme-patriote, conduisent le R.P.F. à une contre-révolution, l'obligeant, fâtié de la doctrine et de programme, à reprendre dans le bras de fer « pensée » bourgeois les dérives les plus nées, les idées les plus éculées.

Le vague vernis révolutionnaire national couvrant vieux fond réactionnaire, Salazar du Portugal, Franco d'Espagne, Gaspéri d'Italie montrent la voie. De Gaulle de France emboîte le pas.

S. PARANÉ.

1949

LE LIBERTAIRE VOUS PRÉSENTE
SES MEILLEURS VIEUX
et pense recevoir bientôt de
vos bonnes nouvelles.

Notre camarade Joulin sera très heureux de déposer votre courrier lui annonçant que vous souscrivez au nom d'un ami et à l'occasion du Nouvel An, un abonnement de propagande de 60 francs, donnant droit à 10 numéros !

ROBERT JOULIN
145, quai de Valmy - Paris
C.C.P. 5561-76

LES RÉFLEXES DU PASSANT

SI TOUS LES GARS
DU MONDE...

Si tous les gars du monde disaient à leurs patrons : « Il n'y a plus d'ouvrage, il n'y a que des hommes ! » et prenaient les usines, les terres, les forêts...

Si tous les gars du monde arrachaient leurs rubans rouge, bleu, ou violet, tous ces crachats qui souillent les consciences...

Si tous les gars du monde marchaient en rang serrés vers le Palais des sports et vers les Colombeys...

Si tous les gars du monde mettaient la croise en l'air et gardaient des balles pour flics et généraux...

Si tous les gars du monde arrachaient de leur croix les Jésus hypocrites...

Si tous les gars du monde descendait dans la rue arracher les pavés...

Si tous les gars du monde supriment les bourgeois, les ministres et l'Etat... Jean Nocher sûrement, sentant le vent tourner, deviendrait anarchiste !

C'est le titre d'un petit poème antimilitariste, internationaliste et pacifiste que Jean Nocher a publié dans... « le Rassemblement Ouvrier ».

Je vais tâcher à mon tour et avec le même titre d'en faire un. Non en vers, mes capacités poétiques n'atteignent pas un tel sommet, mais tout bonnement en prose.

Si tous les gars du monde se déclinent, un beau matin, de supprimer les généraux et les drapeaux...

Si tous les gars du monde n'avaient sous l'Arc de Triomphe pisser sur la flamme du souvenir...

LA GUERRE PAIE...

(Suite de la 1^{re} page)

Quant aux dépenses d'aménagement engagées dans les locaux requisitionnés ou loués, elles incombent pour la plupart au ministère des Forces Armées, les officiers généraux aimant le confort et ne dédaignant pas le luxe. On découvre des mémoires allant de 340.000 à 5 millions. Sans parler des dépenses effectuées dans l'Hôtel de Talleyrand et que l'Etat est moins que certain de conserver. Entre autres achats abusifs, on cite une lampe chinoise 39.375 fr., une garniture de chevaline 40.000 fr., un lampadaire 27.000 francs, deux tapis d'Orient 368.000 fr., une salle à manger et un salon 95.000 francs, une armoire en bois de rose 75.000 fr., un grand canapé 64.000 fr., une salle à manger 400.000 fr.

L'Administration centrale du ministère de la Guerre comptait avec les services techniques plus de 1.500 voitures de liaison à près de 1.200 véhicules utilisables. Celle du ministère de la Marine a eu jusqu'à 185 voitures parmi lesquelles un grand nombre de voitures américaines dont l'achat ou la réquisition a lourdement gravé le budget. En 1945, un « officier » des formations féminines s'est fait régler le montant d'une tenue exécutée par un grand couturier, soit 24.000 fr.

La longue étude que le rapport public, Dieu sait ce qu'il y a dans le rapport secret, consacré à la Production industrielle, est pour la plus large part consacré à la liquidation et au règlement des marchés passés avant l'armistice par le ministère de l'Armement et de l'Aéronautique. Pour des marchés de plusieurs centaines d'avions, quelques unités seulement ont été livrées.

Le prix unitaire n'est plus rien eu de comparable à ceux initialement prévus. Parmi les très nombreux exemples que fournit la Cour des Comptes, établissant l'importance des charges supportées de ce fait par l'Etat, donc par le contribuable, nous n'en relevons qu'un seul : pour une commande 425 avions passée le 2 octobre 1939, le prix unitaire ayant été fixé par avenant à

5.800.000 fr., aucun appareil n'avait été livré au moment de la résiliation, et le marché a été réglé à 232.721.905 fr.

Enfin les prélevements sur les réserves du mobilier national ont pris une telle ampleur que ces réserves ont été presque complètement absorbées. Et les tribulations de ce mobilier auraient à elles seules l'ampleur d'un roman américain puisque la nomenclature du mobilier illicitement détenu représente plus de 300 pages dactylographiées. Le plus triste est qu'il s'agit assez souvent d'objets d'une valeur inestimable. Parmi des centaines de milliers d'exemples, nous n'avons choisi que quelques-uns, le manque de place nous interdisant d'en citer d'autres ; mais nous ne quittons quand même pas ce triste bilan, d'une encore plus triste société, le rapport relevant la déplorable gestion des camps d'internés dont le contrôle a été notamment insuffisant. Des enquêtes ont relevé l'existence de complications occultes, de cumuls de traitements et d'indemnités. Les vivres étaient souvent détournés par le personnel et même par les fournisseurs ; au camp de la Chauvinerie, dans la Vienne, de nombreux internés, dont de jeunes enfants, sont morts faute d'une nourriture suffisante.

Voilà, c'est tout... et l'année prochaine, espérons qu'on parlera d'un tel ou tel commandant de la région bordelaise qui volait, maltraitait et même tuait des prisonniers

FOURVIERES.

LES CABINETS
PASSENT...

(Suite de la première page)

plement toute la bous que nos « honnables » n'ont cessé de remuer, on oublie Panama, l'affaire Wilson, les Chemins de fer du Sud, Stavisky, Ostric, etc., on oublie ceux d'hier, ceux d'aujourd'hui, on jette des cris d'indignation comme si ce fait était une exception !

Scandale ? Mais tout ministre a son scandale, car tout est vol, et les escroqueries de ceux qui gravitent sur les altitudes parlementaires sont simplement à l'échelle de leurs fonctions. Ceux qui se proclament les serviteurs de la nation, ministres, députés, conseillers d'Etat, sénateurs, sont surtout des détrousseurs des prévaricateurs, des arrivistes.

Encore une fois se confirme que toute autorité est dégradante et que le Pouvoir pourrit tout. Encore une fois se confirme que la hiérarchie est source de tous les abus.

Scandale parlementaire, scandale de l'épicier du coin patriote et enrichi par la famine des années de guerre, scandale des taudis, des trafiquants patentés ou non, scandale partout à chaque pas, à chaque instant.

Les parlementaires, chefs de bandes, flibustiers asservis et professeurs de vertus et de civisme sont bien les dignes représentants d'un système social totalement corrompu.

Toute la presse fouille complaisamment dans les vides du Palais-Bourbon mais s'efforce bientôt de canaliser le dégoût général vers quelque lampiste ou quelque valet de chambre d'hôtel requisitionné.

C'est tout le capitalisme qu'il faut condamner, c'est lui le grand corrupteur de toute chose de toute pensée.

Mais vouloir attendre des individus qui profitent de cette corruption un assassinat même superficiel est vain.

Les bandits de grands chemins n'ont jamais songé à raser la forêt de Bondy.



LE LIBERTAIRE

U.R.S.S.

(Suite de la première page)

— Lire des discours de ministres, des rapports du parti, des lettres à Staline (et ceci toute l'année, à tout propos, pour les kolkhozes, pour le 1^{er} mai, etc.) n'a évidemment rien d'attachant, et le lecteur sait déjà ce qui est écrit avant de lire.

Le goût de lire un journal a disparu, après 30 ans de « construction du socialisme ». Le lecteur ne peut s'intéresser à une presse de propagande qui jamais n'a eu pour rôle d'ouvrir des débats ou de défendre même faiblement les intérêts populaires : les lois suppriment l'obligation pour les pères de payer les pensions d'alimentation aux enfants naturels, ou instituant les études supérieures payantes n'ont soullevé aucun écho.

— Malgré le manque d'intérêt du public, qui est, en gros, le tirage de la grande presse ?

— Mais il y a la possibilité de s'abonner. De s'entendre avec le préposé d'un kiosque ?

— Il est impossible de s'abonner, l'abonnement n'est possible que pour les organisations, les bibliothèques, les usines, les ateliers, à condition d'commander cinq exemplaires.

— Mais il reste la possibilité de lire les journaux étrangers, car je suppose qu'on peut lire à Moscou, au moins, l'Humanité ?

— Erreur. Aucun journal étranger, aucun journal communiste étranger n'est en vente. Pas même les journaux des « démocraties populaires ». L'abonnement ne peut se faire, le journal est alors saisi à la frontière. Personne n'osera d'ailleurs s'abonner à un journal étranger. On peut tout au plus faire venir de l'extérieur des livres, à condition que ce soient des livres scientifiques.

Naturellement, aux visiteurs étrangers, l'intourist procure les journaux demandés.

— Une question encore : la presse soviétique, les revues stalinienne en France reproduisent de splendides photographies montrant des scènes heureuses.

des visages riants. Comment expliquez-vous cela ?

— Il existe en U.R.S.S., un service de photographie officiel, pour la propagande, et possédant son propre journal. Aucun journaliste, aucun reporter n'a le droit de reproduire un cliché dans un journal sans passer par le service « Photostavka », dépendant de l'organisme dont nous parlons et qui régne sur tout le pays. Toutes les photos qui paraissent dans la presse russe ou stalinienne sont donc officielles.

— Si vous voulez, parlons un peu de la culture et des loisirs en U.R.S.S. des livres, pour commencer.

— La pénurie de papier se fait sentir aussi. Les auteurs, pour leurs manuscrits, reçoivent des attributions de papier très réduites, de l'Association des Écrivains. Ils sont condamnés à utiliser toutes ces sortes de papier.

— Observer-on le même manque d'intérêt du public pour les livres comme pour la Presse ?

— C'est très différent : le public recherche les œuvres classiques, russes et traductions, mais ces livres sont rares, les éditions, peu importantes, sont vite épousées. Seuls existent en grande quantité les livres de littérature de second ordre, de propagande, les ouvrages sur le leninisme, l'histoire du Parti Communiste par Staline, par exemple.

Lorsque quelqu'un veut lire de bons livres, il doit aller dans les bibliothèques, mais là encore, la demande est plus importante que l'offre.

— La littérature politique a-t-elle été expugnée au point qui est signalé par les adversaires du stalinisme ?

— Les livres de propagande de l'époque de la Révolution, ceux des écrivains condamnés vont au pilon. Les livres de Lénine même, ne sont donnés qu'en nouvelle édition : les passages ou les lettres relatifs à Trotski, Boukharine, etc., ont été supprimés.

En 1937, à l'époque des grands procès, les bibliothécaires, les libraires, chaque matin consultaient les journaux pour retirer de la vente les livres dont les auteurs tombaient en disgrâce.

— Comment peut-on se faire imprimer ?

— Un particulier ne peut se faire imprimer. Il faut être membre de l'Association des Écrivains, contrôlée par le Parti. Seuls, les auteurs non condamnés peuvent faire publier leurs œuvres. Chaque livre, édité en russe ou en langue nationale (ukrainien, etc.), porte un numéro de censure.

— Puisque nous en avons fini avec les livres, avant de passer aux loisirs, que dire des musées ?

— Les musées se sont enrichis avec la Révolution, des collections privées.

Le musée de la Révolution, à Moscou, était le plus intéressant, mais on a fait disparaître les documents authentiques, on a peint sur commande, par exemple, des tableaux représentant Staline aux cotés de Lénine. Et ce sont des photos de ces tableaux que l'on publie dans la presse !

Le musée Kropotkine a été supprimé. Les collections ont été mises en lieu sûr. Avec permission spéciale, seuls des historiens peuvent les consulter. Il en est ainsi pour tout ce qui a trait au temps de la Révolution : collections de musées, livres, journaux. Les grandes bibliothèques nationales ont été ainsi « épurées ».

— L'interprète qui m'a permis de mener à bien cette enquête, m'aide à la mise au point de ce travail. Il me communique cette semaine le contenu de la « Pravda » du 18 décembre 48.

— PREMIERE PAGE : L'Editorial, et prenant les trois quarts de la page, cinq télégrammes à Staline pour son anniversaire.

— DEUXIÈME PAGE : Un rapport sur une Conférence régionale du Parti, un feuilleton sur une nouvelle officielle sur les élections des juges dans la République Tariare.

— TROISIÈME PAGE : Les nouvelles intérieures, en deux demi-colonnes, les locomotives primées, ce que sera la ville de X... en 1949, un maçon qui exécute 400 % des normes est de retour dans sa ville natale, un communiqué sur les vacances d'hiver des écoliers, quelques lignes sur la vie culturelle.

Le reste de la page et la page 4 sont utilisés pour les nouvelles de l'étranger sur ce qui concerne la vie des Partis communistes.

FONTAINE.

La semaine prochaine : Sports et loisirs.

Dernière quinzaine...

pour souscrire au livre de Jeanne Humbert

SEBASTIEN FAURE

L'homme, l'apôtre, une époque au prix exceptionnel de 130 francs

C.C.P. R. Joulin 5561-76 Paris

Nota. — Nos abonnés à la *LIBERTAIRE* recevront ce livre sans utilité de souscrire.

Service de Librairie

ROMANS D'AVANT GARDE
ET DOCUMENTS

A. Koestler : Croisade sans croix, 150 francs ; La Terre, 240 fr. ; Un Testament espagnol, 150 fr. ; La Tour d'Exra, 270 fr. — A. Sergent : Je suis ce mauvais garçon, 110 francs. — Ciro Alegria : La symphonie péruvienne, 300 fr. — W. Remarque : Cœurs vaillants, 150 francs. — J. Blanc : Comédie des sciences, 255 fr. — Joyeux, fous sur fourbi, 255 fr. — L'Innombie espagnole, 140 fr. — Véto : L'Innombie espagnole, 140 fr. — J. Humbert : La Cagoule, 50 fr. — R. Bonnet : A l'école de la Vie, 100 fr. — René : La Féralogerie, 250 fr. — M. Alberny : Les Coupables, 180 fr. — Deval : Des cris sous la meule, 40 fr.

C. H. Foote : Histoire des Vierges mères, 50 fr. — P. Lézin : Le Christ, 160 francs. — R. G. Ingersoll : La Chambre, 200 francs.

H. Zelma : Tyrannie et Libération, 20 francs.

B. G. Pasternak : L'Inventeur, 150 fr. — L. T. Tcherny : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Naissance de la Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

— J. Humbert : La Mort des dieux, 150 francs.

Fonctionnaires, à l'action !

S'il faut en croire la presse, les fonctionnaires s'agissent et seraient sur le point de se mettre en grève.

De quoi s'agit-il et quelles sont les raisons de ce mécontentement ?

Si les fonctionnaires appartiennent à diverses administrations, ils ont un patron commun, l'Etat. Celui-ci s'entend parfaitement à entretenir entre eux des différences de traitement : différences qui occupent plus les fonctionnaires que leurs revendications communes. Il en résulte une division qui permet à l'Etat-Patron de continuer à verser des salaires de famine au plus grand nombre de ses salariés, sans risque de révolte de la part des intéressés, trop occupés à se jalousser mutuellement.

Depuis la « libération », les syndicats de fonctionnaires essayent de mettre sur pied un plan de reclassement qui établirait un lien entre les agents de grades correspondants des diverses administrations. Inutile de préciser que c'est le panier de crabes, et que dans cette foire d'empoigne c'est à qui aura les denrées les plus longues. N'étant pas parvenus à se mettre d'accord, le gouvernement a tranché la question en présentant une cote mal taillée et incomplète et qui est loin de recueillir l'assentiment des « reclassés ».

Des protestations véhémentes se sont élevées depuis un an contre la lenteur de la mise en application de ce plan qui ne tient compte ni des indices arrêtés..., ni des 120 % du minimum vital.

Le gouvernement, arguant évidemment du manque de crédits, n'a accordé jusqu'ici qu'une tranche égale au quart des sommes nécessaires à la satisfaction du reclassement. Après s'être engagé en 1948 à ce qu'il soit terminé au 1^{er} janvier 1949, le gouvernement ne veut aujourd'hui accorder qu'une tranche égale à celle de l'an dernier — soit un second quart. C'est la raison pour laquelle les dirigeants des syndicats de fonctionnaires hantent ces jours-ci, encore un peu plus que d'habitude, les antichambres des ministères. Ceux de la C.G.T. n'ont rien trouvé de mieux qu'une

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

PARIS-5^e. — Palais de la Mutualité, rue Saint-Victor, métro : Maubert-Mutualité (pour la salle, consulter le panneau d'affichage), le vendredi 7 janvier 1949 : LA GRANDE QUERELLE DE L'ABONDANCISSIME ET DU NEO-MALTHUSIANISME, par Louis Louvet avec la participation de René Chevret (abondance) et Hainer (néo-malthusianisme).

10^e, 11^e et 12^e Régions. — Tournée Maurice Joyeux. Sujet traité : La F.A. face aux événements actuels.

PARIS-EST. — Conférence commémorative janvier sur Proudhon, père de l'anarchie, mort et naissance. Orateur Lavalette. Jeudi 6 janvier, 41, rue Pétion, à 20 h. 30, métro Voltaire.

PARIS-OUEST. — Jeudi 13 janvier, café Le Balagny, 79, avenue de St-Ouen, Paris (17^e) : La liberté au point de vue biologique, par L. Mitrani.

CHATEAU-DU-LOIR. — Pour répondre aux questions des staliniens, jeudi 13 janvier 1949, 20 h. 30, au Théâtre municipal de Château-du-Loir, avec R. Beaulaton, F. Robert et H. Bouyé, qui traiteront la question : De Hitler à Staline.

MARSEILLE. — Salle Artistic, 7 janvier 1949, à 19 heures : LE PROBLEME DE L'EDUCATION. Orateur : André Arru.

TOULOUSE. — Jeunesse, 4, rue de Belfort, mardi 11 janvier, à 21 h. : LA REVOLUTION MECANICIENNE. Orateur : Robert Bruneau.

CONFÉRENCES JOYEUX

LA F.A. FACE AUX EVENEMENTS ACTUELS

MONTPELLIER. — Jeudi 6 janvier 21 h. Salle des concerts.

AYMARGUES. — Vendredi 7 janvier. Consulter les affiches.

NARBONNE. — Samedi 8 janvier, 21 h. Café Montmorency.

BEZIERS. — Lundi 10 janvier, 21 h. Maison du Peuple.

PEZENAS. — Mardi 11 janvier à 21 heures. Maison du Peuple.

C. N. T.

28, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IX^e. Permanent les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures, sauf le dimanche.

Union locale d'Asnières. — Tous les camarades de l'Union locale sont invités à passer le dimanche 30 janvier, à la permanence de 11 h. à 14 h. 30, pour retirer leur carte de l'an 1948 et mettre à jour celle de 1949. La permanence se tiendra à partir du 1^{er} janvier tous les derniers dimanches du mois au Café des Bleus, boulevard Voltaire, Asnières.

U.L. Château-Croisy et St-Germain. — Réunion d'informations le 9 janvier, à 9 heures, à Saint-Germain-en-Laye.

Intercorporatif de Brest. — Nous invitons tous les camarades syndicalistes de Brest à assister à l'importante réunion du dimanche 9 janvier, 9 h. 30, local de la C.N.T.

1^e REGION

Marseille. — 22 janvier, à 20 heures, aux Salons Longchamp, boulevard Longchamp, grand festival.

Prière de se munir de cartes d'invitation qui seront distribuées chaque mercredi et dimanche matin, au siège du Syndicat, Bar Artistic et 8, square Staline, grand, Marseille.

« LA VACHE ENRAGEE »

Les Goguettes des Chansonniers et interprètes de « La Vache enragée » et de « Chanson quatre mousquetaires » reprennent dimanche 2^{er} janvier à 18 h. 30, au 59, rue de la Glacière et se poursuivront le 9 janvier à la même heure et ensuite tous les samedis à 21 heures.

Le Bal de « La Vache enragée » aura lieu le 8 janvier à 23 h. 30, au profit de sa cause d'entraide.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Les Comités d'entreprise et l'Association capital-travail

En créant les Comités d'entreprise les partis syndicaux ont préparé le terrain à de Gaulle

Il y a un an, le R.P.F. tonnait contre les Comités d'entreprise, les accusant d'être les officines du parti communiste français. Aujourd'hui, il les enseigne et les affuble du qualificatif : victoire ouverte.

Il y a beaucoup moins d'un an, la C.G.T.-Kominform réunissait les délégués de ces comités au Vél d'Hiv' — le 4 avril 1948 — et créait une Commission Nationale des Comités d'entreprise. Frachon plaçait à sa tête le cryptostalinien Duchat et en profitait pour déclarer : « L'insuffisance des pouvoirs, l'hostilité patronale, les mesures réactionnaires (gouvernementales) de sabotage sont parvenues à neutraliser LES EFFORTS DES DELEGUÉS ». Et nous tirions alors la conclusion logique de cette sortie : « Au Vél d'Hiv', Benoit Frachon a été obligé de reconnaître l'échec de ses comités d'entreprise ». Ce que nous savions déjà depuis longtemps, depuis leur création, ECHEC QUE NEUVE PREVOYONS DES LE PROJET DE LEUR CREATION — remontant à 1936.

Aujourd'hui, grande offensive du P.C.F. et de sa filiale syndicale contre ce qu'ils avaient adoré, contre ces C.E. à l'éducation desquels ils avaient apporté tous leurs soins. Reprenant un titre du « Liberator » : « Le miroir aux alouettes », Frachon fonce et secoue vigoureusement ses troupes : « LES DELE-

GEUS OUVRIERS ONT CONSIDÉRALEMENT FACILITÉ LA TACHE AUX PATRONS (sacrés communistes), en créant un en collaborant à des journaux (d'entreprise) qui, sous le prétexte d' informer les ouvriers sur la marche du comité, sont, en général, de véritables organes de démolition de la classe ouvrière ». « On remercie chaleureusement le patron de ses dons gracieux aux œuvres sociales, de ses primes sur les bénéfices. Et pour couronner le tout, patrons et délégués partagent de NOTRE entreprise (ce n'est pas nous qui soulignons) ».

« Comment peut-on faire tolérer l'éloge d'un patron » se lamente le grand vizir (1) ?

Mais, « cher » Benoit, ON t'invite, tout simplement. Ne te souviens-tu plus des

Comités de défense OU TU CONVIAIS LES OUVRIERS A COLLABORER AVEC LES PATRONS « PATRIOTES » pour la défense de l'entreprise (bien NOTRE dans ton esprit) ?

ON ne fait après tout que te suivre puisque la « grande » C.G.T. (alors unifiée)

fut la protagoniste des lois régissant les Comités d'entreprise. Ces lois ne sont-elles pas — dans leur essence même — l'expression la plus parfaite de l'association capital-travail prônée aujourd'hui : grand renfort de micro par le « grand » de Gaulle ? Ny lit-on pas : « Art. 2. Le C.E. COOPERE AVEC LA DIRECTION à l'amélioration des conditions collectives, de vie et de travail du personnel ainsi que les règlements qui s'y rapportent, à l'exception des questions relatives aux salaires (2).

« Art. 3. — Dans l'ordre économique, le C.E. exerce à titre consultatif les attributions ci-après :

a) Il étudie les suggestions émises par le personnel DANS LE BUT D'ACCROITRE LA PRODUCTION ET D'AMELIORER LE RENDEMENT DE L'ENTREPRISE et propose l'application des suggestions qu'il aura retenues.

b) Il propose en faveur des travailleurs ayant appuyé par leur initiative ou leurs propositions une COLLABORATION particulièrement utile à l'entreprise tout récompense qui lui semble utile. »

CETE LOI CEGETISTE fit dire, en novembre 1948, au RASSEMBLEMENT OUVRIER, organe des groupes d'entreprises R.P.F. : « En associant les ouvriers à la marche de l'entreprise, en permettant une collaboration étroite entre patrons et salariés, la loi sur les C.E. crée un climat de paix sociale que les grands ancêtres de 1789 et de 1848 auraient à peine osé espérer... Les salariés ont maintenant le moyen de faire entendre leur avis pour la prospérité de l'entreprise qui, si elle n'est pas leur propriété est cependant leur usine, LEUR atelier, LEUR bureau.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et le résultat sera identique. Ils seront en effet en butte à des difficultés semblables et rapidement appellés à user des moyens classiques ainsi que toute autre entreprise.

Le mal est profond et incurable. Et ou patron sont, l'un comme l'autre, dépendant d'un système périmé et toutes les gymnasiques financières n'y changeront rien. Mieux. Que l'on remette la gestion de ces entreprises directement aux travailleurs, sans généralisation et